CLIMATE CHANCE

SOMMET MONDIAL DES ACTEURS DU CLIMAT

NANTES-FRANCE 26-28 SEPTEMBRE 2016

Les fondements d'une stratégie concertée des acteurs non étatiques face au réchauffement climatique

Synthèse de vingt ateliers du sommet Climate Chance, Nantes, 28 septembre 2016

Depuis le Sommet de la terre de Rio, en 1992, le slogan « penser globalement agir localement » a implicitement renvoyé les acteurs non étatiques du côté de l'action concrète. Ce qui convient à beaucoup d'entre eux, à la fois soucieux d'agir face à des discours qui, souvent, dissimulent l'inertie des grands pouvoirs, et désireux de le faire là où ils sont sans se subordonner à des stratégies décidées collectivement.

Malgré le fossé évident entre les objectifs proclamés de la communauté internationale de maintenir le réchauffement climatique « bien en dessous des deux degrés » et la somme des engagements volontaires pris à Paris par les Chefs d'État, le renvoi des acteurs non étatiques à l'action concrète a été encore confirmé par la COP21. La conférence a complété l'accord intergouvernemental d'un « agenda des solutions », recensant les actions menées par les entreprises, les villes, les investisseurs ou les organisations non gouvernementales. Le fossé entre cet agenda des solutions et les objectifs à atteindre est plus grand encore : *une liste d'actions concrètes ne produit pas un changement structurel.*

Pour que les acteurs non étatiques contribuent utilement à la transition vers des sociétés durables quatre évolutions sont nécessaires.

Tout d'abord, ils doivent ***s'affranchir de leur complexe d'infériorité vis à vis des États***. Il les incite à singer la langue de bois des négociations intergouvernementales dans l'espoir d'être invités « à la table des grands ». Il serait préférable qu'ils appellent un chat un chat, qu'ils invitent collectivement et fermement les États à assumer leurs responsabilités et qu'ils assument leur propre part de responsabilité .

Deuxièmement, ils doivent ***promouvoir ensemble les changements structurels*** qui conditionnent le respect des objectifs de la communauté internationale mais que les États, trente ans après la publication du rapport Bruntland et plus de vingt COP, demeurent incapables de concevoir et de

décider : des accords commerciaux internationaux privilégiant les filières durables de production et de consommation ; le découplage de la croissance économique et de la consommation d'énergie fossile par la mise en place de quotas ; un droit international de la responsabilité qui oblige chaque acteur, public ou privé, à assumer la conséquence de ses actes. Que ces trois propositions passent pour des provocations en dit long sur une bienséance qui stérilise la pensée.

Troisièmement, ils doivent ***construire, autour des principaux défis de la transition, des coalitions d'acteurs*** qui permettent des apprentissages mutuels, une coordination des stratégies, une complémentarité des actions, une mesure de l'écart entre la somme de celles-ci et les objectifs à atteindre et la recherche des moyens de le combler. C'est ce qui a été affiché au premier Sommet des acteurs non étatiques, Climate Chance, à Nantes, avec la volonté de consolider, élargir et doter d'une feuille de route commune un ensemble de coalitions.

Enfin, ils doivent ***renforcer leurs capacités stratégiques à long terme*** pour être, d'année en année, plus pertinents, plus percutants, plus cohérents. C'est cette quatrième évolution qui a guidé la démarche de valorisation collective des ateliers organisés à Nantes à l'occasion de Climate Chance.

Un sommet d'acteurs a plusieurs fonctions : c'est l'occasion de célébrer les convergences entre réseaux, avec la proclamation d'une déclaration négociée en amont de la conférence, donc sans rapport avec les travaux qui s'y déroulent ; c'est un lieu propice à des rencontres, prévues ou fortuites ; il permet la tenue d'un grand nombre d'ateliers de travail, dont chacun porte sur un sujet précis mais qui, pris dans leur ensemble, forment un patchwork assez représentatif de la diversité des avancées de la réflexion et de l'action.

Peut-on tirer parti de la richesse des échanges au sein de ces multiples ateliers? En garder la trace synthétique ? Découvrir au delà de la diversité des thèmes abordés et des acteurs concernés des axes stratégiques communs,? Valoriser mieux cette formidable concentration d'intelligence et d'expérience, souvent dispersée dès que le rideau tombe, que l'on démonte les décors et que l'on met à la poubelle les tableaux de papier couverts des réflexions éphémères des participants? En tirer un référentiel intellectuel servant de point de départ à l'édition suivante du sommet, pour que la succession des sommets annuels reflète un vaste processus d'apprentissage collectif et ne soit pas, année par année, l'occasion de redécouvrir l'eau chaude ?

Tout cela suppose de procéder à une synthèse « en temps réel », à peine le dernier atelier achevé, pour la restituer aux participants avant qu'eux-mêmes ne se dispersent .

Est-ce possible ? La réponse est OUI. C'est l'objet de cette note. Elle rend compte à la fois de la *méthode* utilisée pour faire « en temps réel » la synthèse de vingt ateliers (liste en annexe), tenus à Climate Chance à Nantes, sélectionnés par les organisateurs parmi soixante dix, pour refléter la diversité des thèmes et des participants, et de ses *résultats*.

Méthode et résultats sont inséparables. Les ateliers se déroulant de façon simultanée, personne n'est en mesure de les suivre tous. En outre, se pose la question de l'authenticité, donc de la légitimité de la synthèse. Reflète-t-elle ce que les participants ont dit ou ce que l'on a voulu leur faire dire ? La suspicion est légitime. Chacun connait ces synthèses en trompe l'œil où un comité de rédaction soucieux de faire passer ses propres idées et messages fait semblant de valoriser le travail des autres en y puisant ça et là ce qui illustre ses propres convictions. ***La méthode est donc le fondement de la légitimité.*** Les étapes du processus qui ont permis de partir des idées et expériences présentées en atelier par près de deux cents intervenants ou participants pour en dégager les points communs doivent être connues et garantir la ***traçabilité*** **de la synthèse**.

Dans les recherches scientifiques, c'est la réplicabilité qui donne légitimité aux résultats d'une expérience : ils ne sont validés que si d'autres ont pu la répliquer et parvenir aux mêmes résultats. Dans notre cas, l'exigence de réplicabilité se traduit par le fait que les éléments de base de la synthèse, tirés des ateliers, sont publics, permettant à chacun, comme dans un jeu de construction, de les combiner différemment pour en tirer sa propre synthèse.

La méthode suivie pour élaborer la synthèse des ateliers de Nantes comporte quatre étapes : la mise en forme normalisée des compte rendus des ateliers ; le regroupement des éléments tirés des ateliers en un petit nombre de « familles »; le rattachement des éléments tirés des ateliers à chacune des familles identifiées pour s'assurer qu'elles reflètent bien le contenu des ateliers ; l'énoncé de la synthèse en repartant du contenu concret des familles pour en dégager la signification profonde.

Etape1. La mise en forme normalisée des compte rendus d'atelier

Chaque atelier est fait d'une série d'interventions, discours, images. Il faut en dégager la substantifique moelle, *passer en quelque sorte l'atelier aux rayons X pour en faire apparaître la structure.* Pour cette radioscopie, les rapporteurs des ateliers utilisent *une grille de lecture* commune, connue des intervenants et visant à donner une unité à toutes les présentations. Elle doit être suffisamment neutre pour ne pas biaiser les propos et suffisamment adaptée au sujet traité. Cette grille se présente sous forme d'une liste de « secteurs » qui sont chacun un angle de vue différent. La grille aide les rapporteurs à répartir entre les secteurs les propos des intervenants et de la salle, sous forme de phrases courtes appelées « descripteurs » qui sont en soi des mini-résumés du contenu de l'atelier. A Nantes, cette grille dite « de départ »(car elle sert au recueil des compte rendus normalisés d'ateliers mais n'impose pas son cadre à l'analyse ultérieure), est constituée de huit « secteurs » que voici, avec les consignes données aux rapporteurs et aux intervenants pour en avoir une compréhension commune :

> « Secteur 1 : ***les domaines***. Ce sont les domaines d'action concernés (l'eau, l'énergie, l'éducation, la planification, etc..). Ils peuvent refléter directement le thème de l'atelier mais ils servent aussi à voir que d'autres sujets sont abordés, notamment du fait des co-dommages ou co-bénéfices liés à l'évolution climatique (l'air, les sols, la biodiversité, la pauvreté, la qualité de vie, les inégalités, les droits humains, etc...).
>
> Secteur 2 : *l**a nature et les acteurs de l'innovation***. Beaucoup d'ateliers présentent des initiatives *innovantes ou exemplaires,* et il est intéressant de noter quels ont été les éléments déclencheurs, les acteurs qui sont à son origine, les facteurs de leur réussite, les modalités de leur financement.
>
> Secteur 3 : ***la mise en réseau des acteurs***. En règle générale, on s'intéresse dans les ateliers aux conditions dans lesquelles des innovations ou des initiatives se relient entre elles ou dans lesquelles une action se retrouve reproduite ou généralisée. C'est notamment le cas pour les coalitions qui supposent la mise en réseau d'acteurs.
>
> Secteur 4. ***l'enracinement territorial***. La plupart des actions sont enracinées dans un territoire plus ou moins vaste et il est intéressant de repérer le type de lien et d'appui qu'elles tirent des institutions, des acteurs ou des proximités permises par ce territoire ou la synergie entre actions de nature différente sur un même territoire.
>
> Secteur 5: **l'innovation conceptuelle**. Les modèles de développement actuels étant très orientés vers la croissance, la concurrence, la consommation d'énergie fossile, la sectorisation de l'action publique, etc...beaucoup d'actions, innovations, propositions supposent un changement du cadre de pensée, un changement de paradigme. Ce sont ces changements, qui s'opèrent dans les têtes avant de se traduire en actions concrètes, qu'il faut repérer.

Secteur 6 : **changement des conditions cadre**. L'environnement institutionnel, juridique, normatif, financier est souvent façonné dans une autre logique que la protection de la biosphère et du climat. Dans ces conditions il faut à la fois repérer les facteurs institutionnels favorables à l'innovation et les changements à opérer pour généraliser -en particulier financer- les actions promues ou les innovations introduites, permettant un changement d'échelle et la réduction du fossé entre l'engagement collectif « bien en dessous de 2° » et la somme des engagements étatiques.

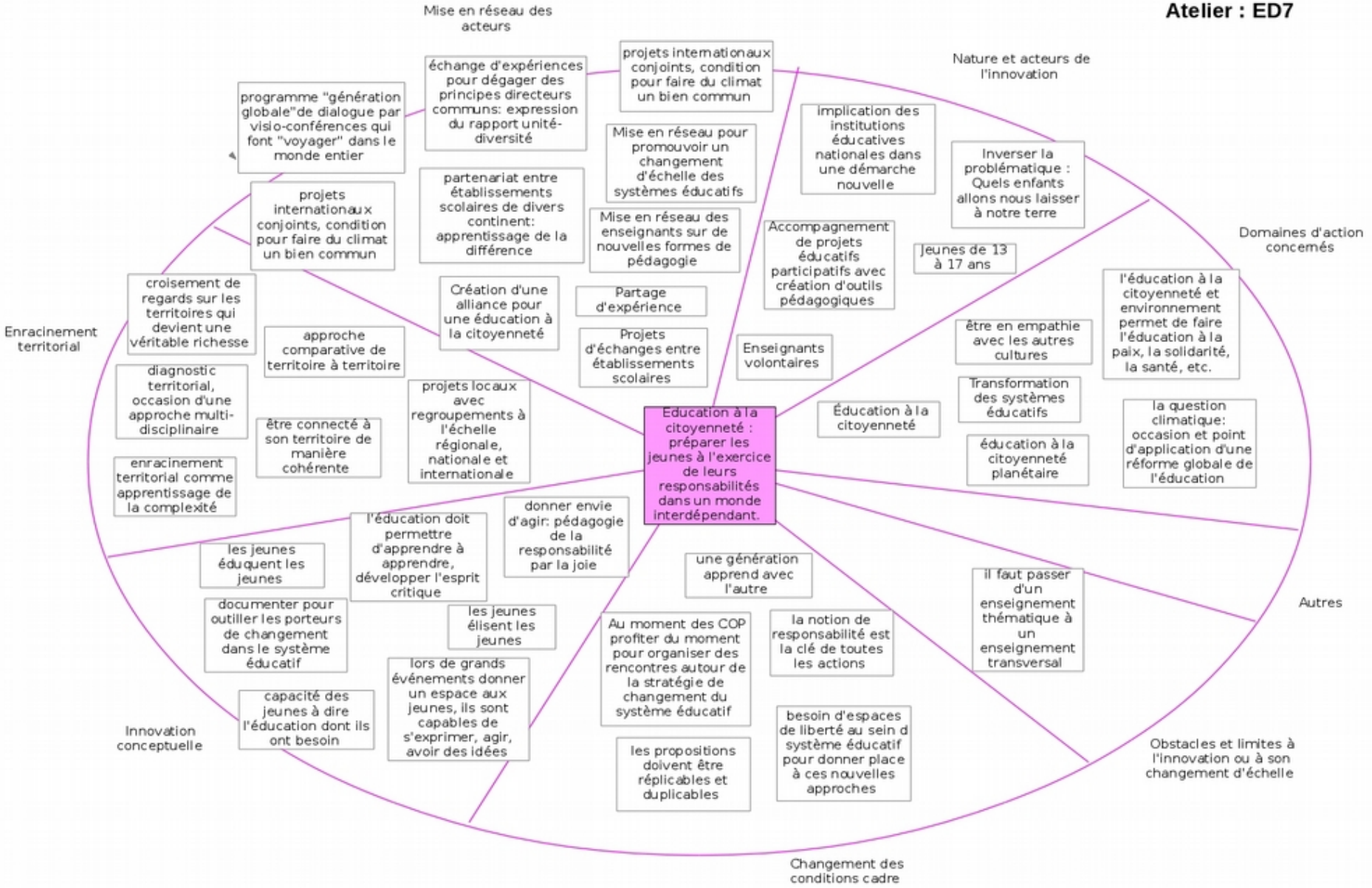
Secteur 7 : ***les obstacles à surmonter.*** Ces obstacles peuvent être de natures très diverses, techniques, financiers, institutionnels, culturels, économiques. L'un des objectifs communs à tous les acteurs du sommet est d'identifier ces obstacles et de trouver les moyens de les surmonter.

Secteur 8 : ***autres***. Ce sont toutes les contributions qui n'entrent pas aisément dans une des catégories précédentes.

Les rapporteurs, dès la fin des séances, avaient mission d'établir la radio de l'atelier en remplissant une base de données commune, accessible par internet, faite de « descripteurs », les phrases courtes mentionnées précédemment, réparties entre les huit secteurs. Le logiciel Desmodo a transformé ensuite cette base de données en un *desmogramme de l'atelier* (du grec « desmos », lien) qui permet d'embrasser en un seul coup d'œil le résumé de l'atelier, les propos des uns et des autres faisant ainsi l'objet d'un premier niveau de regroupement : celui des descripteurs classés dans le même secteur. Vingt desmogrammes ont été ainsi établis, un par atelier. Ils figurent en annexe et offrent un premier niveau de traçabilité de la synthèse. Tous les desmogrammes ont été affichés à la porte de la salle de plénière pour permettre aux participants de contrôler ce qui avait été tiré de leurs échanges.

En voici un exemple, relatif à l'éducation (le titre de l'atelier est au centre du desmogramme) :

Atelier : ED7


Education à la citoyenneté : préparer les jeunes à l'exercice de leurs responsabilités dans un monde interdépendant.
Mise en réseau des acteurs
échange d'expériences pour dégager des principes directeurs communs: expression du rapport unité-diversité
projets internationaux conjoints, condition pour faire du climat un bien commun
programme "génération globale"de dialogue par visio-conférences qui font "voyager" dans le monde entier
projets internationaux conjoints, condition pour faire du climat un bien commun
partenariat entre établissements scolaires de divers continent: apprentissage de la différence
Mise en réseau pour promouvoir un changement d'échelle des systèmes éducatifs
Mise en réseau des enseignants sur de nouvelles formes de pédagogie
Création d'une alliance pour une éducation à la citoyenneté
Partage d'expérience
Projets d'échanges entre établissements scolaires
Nature et acteurs de l'innovation
implication des institutions éducatives nationales dans une démarche nouvelle
Inverser la problématique : Quels enfants allons nous laisser à notre terre
Accompagnement de projets éducatifs participatifs avec création d'outils pédagogiques
Jeunes de 13 à 17 ans
Enseignants volontaires
Domaines d'action concernés
l'éducation à la citoyenneté et environnement permet de faire l'éducation à la paix, la solidarité, la santé, etc.
être en empathie avec les autres cultures
Transformation des systèmes éducatifs
Éducation à la citoyenneté
la question climatique: occasion et point d'application d'une réforme globale de l'éducation
éducation à la citoyenneté planétaire
Enracinement territorial
croisement de regards sur les territoires qui devient une véritable richesse
approche comparative de territoire à territoire
diagnostic territorial, occasion d'une approche multi-disciplinaire
projets locaux avec regroupements à l'échelle régionale, nationale et internationale
être connecté à son territoire de manière cohérente
enracinement territorial comme apprentissage de la complexité
Innovation conceptuelle
les jeunes éduquent les jeunes
l'éducation doit permettre d'apprendre à apprendre, développer l'esprit critique
donner envie d'agir: pédagogie de la responsabilité par la joie
documenter pour outiller les porteurs de changement dans le système éducatif
les jeunes élisent les jeunes
lors de grands événements donner un espace aux jeunes, ils sont capables de s'exprimer, agir, avoir des idées
capacité des jeunes à dire l'éducation dont ils ont besoin
Changement des conditions cadre
une génération apprend avec l'autre
Au moment des COP profiter du moment pour organiser des rencontres autour de la stratégie de changement du système éducatif
la notion de responsabilité est la clé de toutes les actions
les propositions doivent être réplicables et duplicables
besoin d'espaces de liberté au sein d système éducatif pour donner place à ces nouvelles approches
Obstacles et limites à l'innovation ou à son changement d'échelle
Autres
il faut passer d'un enseignement thématique à un enseignement transversal

Etape 2 : La recherche des thèmes communs à tous les ateliers : constitution des « familles »

Menée par le rapporteur général, c'est l'étape essentielle, celle aussi où l'intuition et l'expérience, donc la subjectivité, jouent le plus grand rôle. Face à ces desmogrammes qui arrivent au rythme du déroulement du sommet, la question que se pose le rapporteur est de *savoir s'il s'agit d'un empilement d'actions sans rapport les unes avec les autres, constituant vingt « petits récits » indépendants les uns des autres ou si, au contraire, chaque atelier est le fragment d'un « grand récit » de la transition dont il faudrait découvrir la trame*. L'exercice n'est pas sans rappeler le travail de l'archéologue cherchant à trouver la cohérence d'un document ou d'un mode de vie à partir d'un ensemble de fragments épars.

Il faut faire le va et vient entre les desmogrammes, à la recherche de correspondances, de préoccupations communes sous des habillages chaque fois différents. L'enjeu épistémologique et politique est considérable. Si en effet de grandes préoccupations communes émergent, elles constituent la structure du « grand récit » et peuvent *devenir le référentiel commun à tous les acteurs.*

Pour faciliter la tâche, on peut commencer par regarder ce que les rapporteurs de différents ateliers ont classé dans le même secteur de la grille d'analyse, en éditant des « desmogrammes inversés » : au lieu de mettre un titre d'atelier au centre et en périphérie les différents secteurs, on met un secteur au centre et en périphérie des ateliers traitant de thèmes plus ou moins voisins, car les correspondances ont des chances d'être plus immédiatement visible (voir en annexe le desmogramme inversé présentant les descripteurs des ateliers portant sur l'éducation et centré sur le secteur « enracinement territorial »). Il arrive d'ailleurs que cela permette une synthèse en deux temps : on constitue d'abord des « sous familles », premier niveau de regroupement des descripteurs, puis des familles par regroupement des sous familles . Ce ne fut pas le cas à Nantes.

Au bout d'un temps plus ou moins long d'allers et retours, d'appariement de descripteurs sous des formes variées, on voit se dessiner le paysage, des grands ensembles de descripteurs se former, qui semblent englober la plupart des descripteurs. Encore faut-il en discerner la logique profonde ce qui se fait en nommant chaque famille.

Dans le cas du sommet de Nantes cette logique profonde a découlé du fait que tous les ateliers présentaient, sous des formes très variées, l'effort accompli pour aller vers des sociétés durables.

Une des premières choses qui saute aux yeux en effet est qu'*il n'y a pas d'actions dont on puisse dire qu'elle est propre à la lutte contre le changement climatique*. C'est ce que résume le descripteur encerclé du desmogramme de la page précédente : « la question climatique, occasion et point d'application d'une réforme globale de l'éducation ».

Chaque atelier étant un « petit récit de la transition », il décrit la manière dont, dans un contexte précis, les acteurs ont relevé les défis d'une transition que l'on sait systémique, c'est à dire touchant de multiples aspects de nos manières de vivre, de penser, de gérer la société, de produire et de consommer. Les familles identifiées seraient donc les grandes dimensions de la transition à conduire.

Neuf familles ont été ainsi identifiées. En réalité quatre paires de familles plus une famille isolée.

Chacune se voit doter d'une couleur. Les « paires » de familles sont constituées l'une de ce qui exprime le caractère non durable de la société, ou les obstacles à la transition et l'autre de ce qui exprime ce qu'il faut faire pour aller vers de sociétés durables. *La paire constitue donc un « axe » orienté, allant du négatif au positif qui est une des dimensions de la transition*. Pour donner visibilité à cet appariement, chaque paire est associée à une couleur, foncée pour le pôle « négatif » et claire pour le pôle « positif ». Voici les familles avec leur code de couleur :

- Première paire :

  - en négatif, ce qui entrave la mise en œuvre de la transition dans le temps : l'inertie des systèmes institutionnels et des règles, qui impose aux acteurs l'ancienne logique de développement : l'instabilité des règles et des modes de financement ou leur caractère morcelé qui rend difficile de mener une stratégie à long terme ; le cloisonnement des actions qui crée de l'amnésie et s'oppose à de vrais processus d'apprentissage à long terme ;

  + en positif : ce qui reflète la mise en mouvement des acteurs, ce qui permet la continuité de l'action, ce qui repose sur une capacité d'anticipation, ce qui permet des apprentissages.

- Seconde paire :

  - en négatif, la sectorisation des politiques, le cloisonnement des acteurs, des connaissances et des modes d'action, la valorisation des « objets », investissements physiques ou technologies au détriment des relations ;

  + en positif : l'approche globale de la complexité associant différentes politiques, la capacité de coopération des acteurs, la subordination des objets à leur usage.

- Troisième paire :

  - en négatif, le cloisonnement des compétences politiques et administratives entre les différents niveaux, la centralisation du pouvoir qui ne donne pas l'autonomie nécessaire aux territoires, l'incapacité à combiner l'unité et la diversité ;

  + en positif : une gouvernance à multi-niveaux permettant d'articuler les actions des uns et des autres, la capacité à relier le local et le mondial, la possibilité de combiner autonomie de l'action locale et cohérence d'ensemble.

- Quatrième paire :

  - en négatif, une société irresponsable dont les acteurs ne se sentent pas tenus de rendre compte de l'impact de leurs actes sur les autres, la coupure entre les valeurs affichées et les actes, la coupure entre la réflexion et l'action, entre les acteurs scientifiques ou les institutions d'enseignement avec les autres acteurs ;

  + en positif, une société où chaque acteur assume sa part de responsabilité vis à vis de l'ensemble de la société, fondant la conscience d'une citoyenneté planétaire, où la coopération entre acteurs est fondée sur la coresponsabilité, chacun en assumant sa part, où la relation est fluide entre réflexion et action.

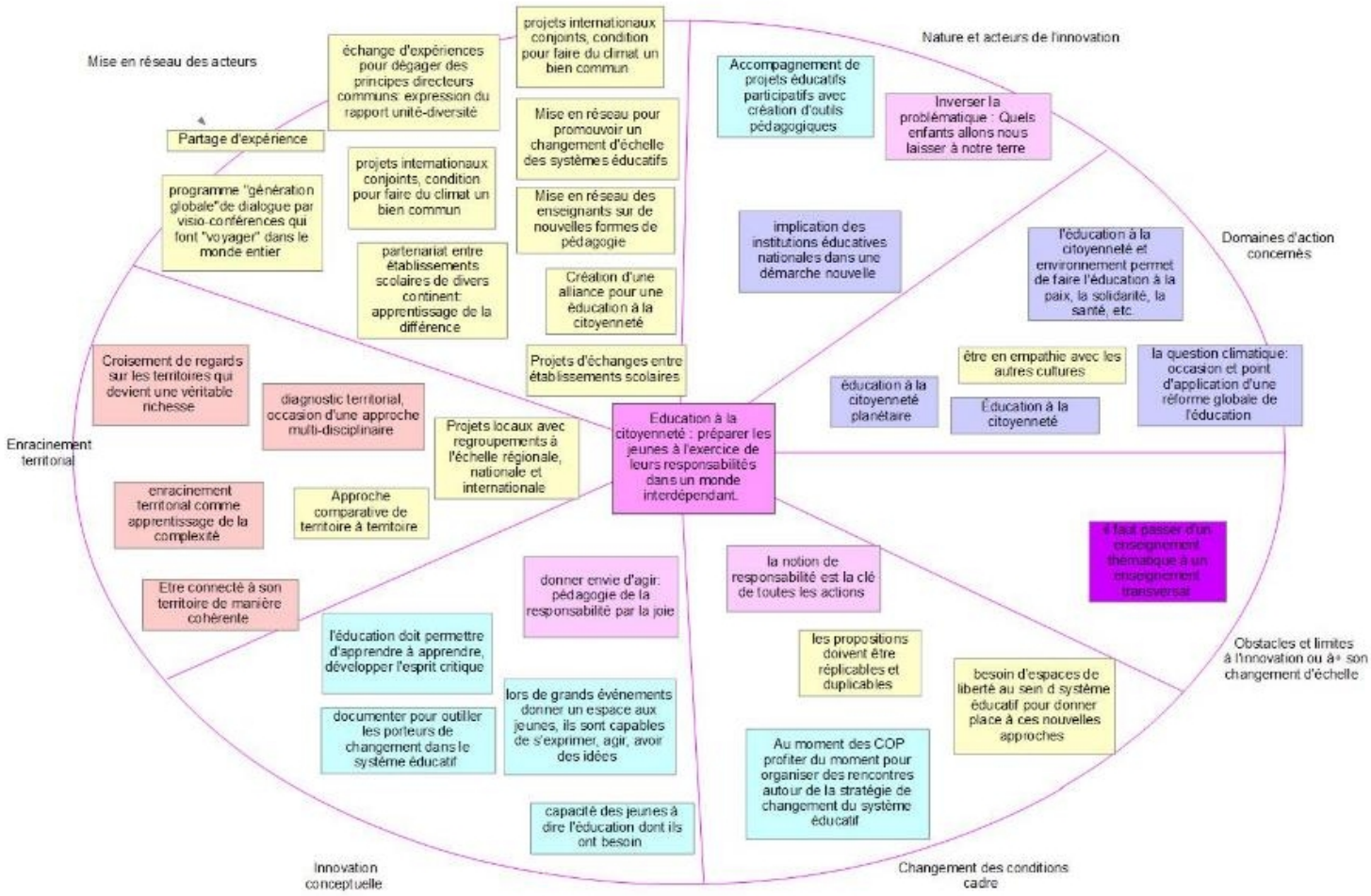
- Une famille isolée : le rôle central des actions articulées entre elles au niveau d'un territoire.

Etape 3. Le rattachement des éléments tirés des ateliers à chacune des familles identifiées

Cette étape est celle de la validation des familles. Il s'agit de savoir si une fois ces familles constituées elles rendent *effectivement* compte de l'essentiel de ce qui s'est dit dans chaque atelier, si la grande majorité des descripteurs de ces ateliers peut de façon assez naturelle être classée dans une des familles.

Pour rendre visible ce rattachement, on colorie les descripteurs de la couleur de la famille à laquelle il se rattache.

Ci-dessous, le même desmogramme que précédemment mais colorisé selon cette procédure :



La même opération menée sur les vingt desmogrammes a confirmé la pertinence des familles ainsi constituées. Les seuls descripteurs restés en blanc sont relatifs à la description séparée des acteurs impliqués dans l'action ou relatifs à un aspect très spécifique au thème abordé. Nous avons donc en main la trame d'un « grand récit de la transition »

Etape 4. La synthèse de la synthèse : un référentiel commun pour l'action des acteurs non étatiques

Il reste à nommer chacun des axes.

Le premier c'est ***le temps :*** il décrit la manière dont le temps est mis ou non à profit pour construire la stratégie de transition et pour transformer les structures mentales et institutionnelles héritées du passé pour les adapter à des sociétés durables.

Le second c'est ***les acteurs et les domaines*** : il décrit la nécessité de passer d'une rationalité de la spécialisation des acteurs et du découpage des domaines, caractéristique de la révolution industrielle et de l'État moderne, à une rationalité des systèmes complexes, où la capacité à gérer les relations entre les êtres et les choses est centrale.

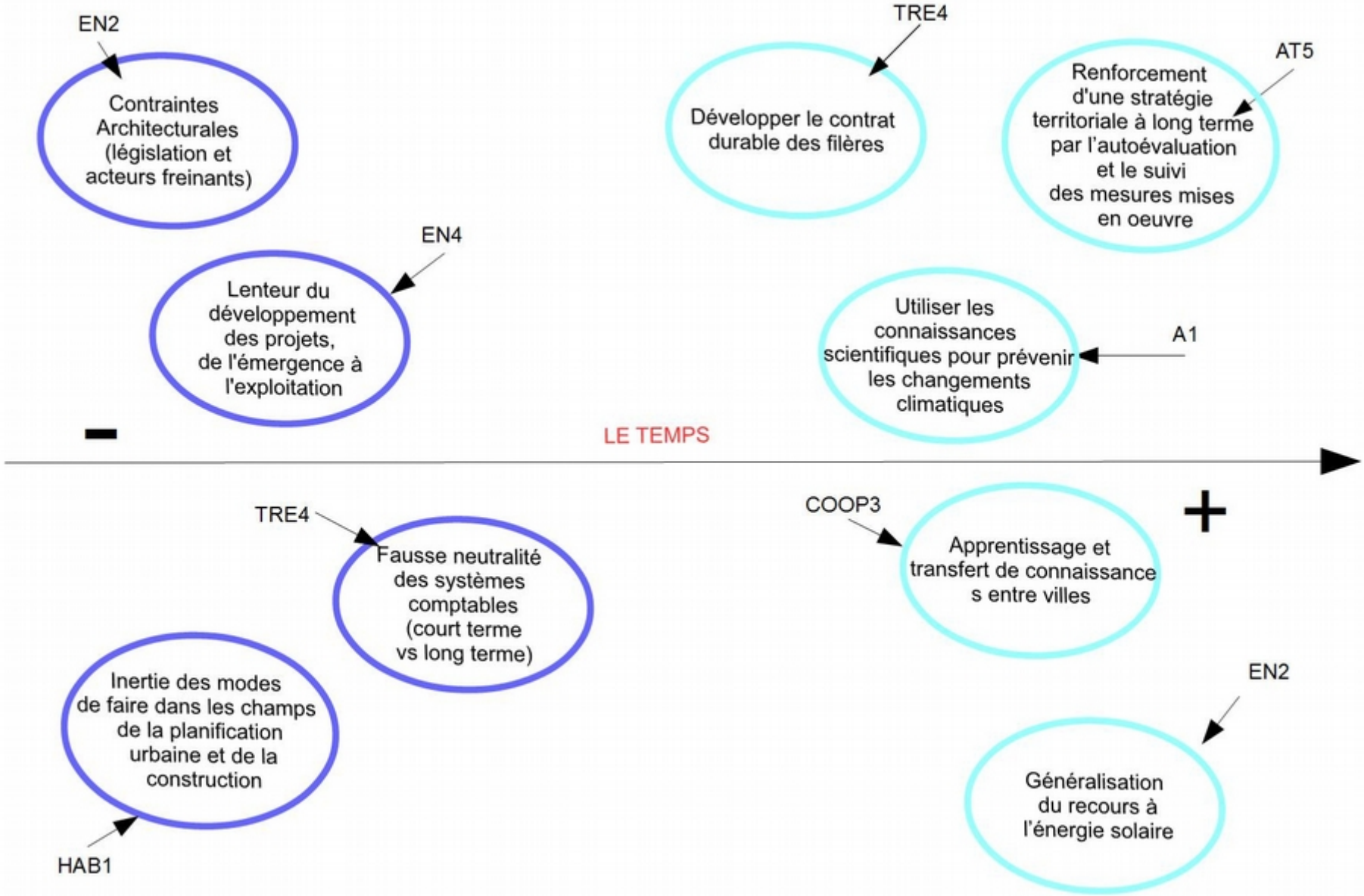
Le troisième c'est ***l'espace*** **:** il part de la situation actuelle de la gouvernance, qui distribue des compétences entre différents niveaux de façon rigide et privilégie des règles uniformes définies au niveau central, et va vers une autre où les réalités sont « globales » - influencées par les interdépendances mondiales mais néanmoins spécifiques à chaque contexte local -, où aucune question majeure de la société ne peut être traitée à un seul niveau d'espace, où une étroite collaboration s'organise entre niveaux de gouvernance.

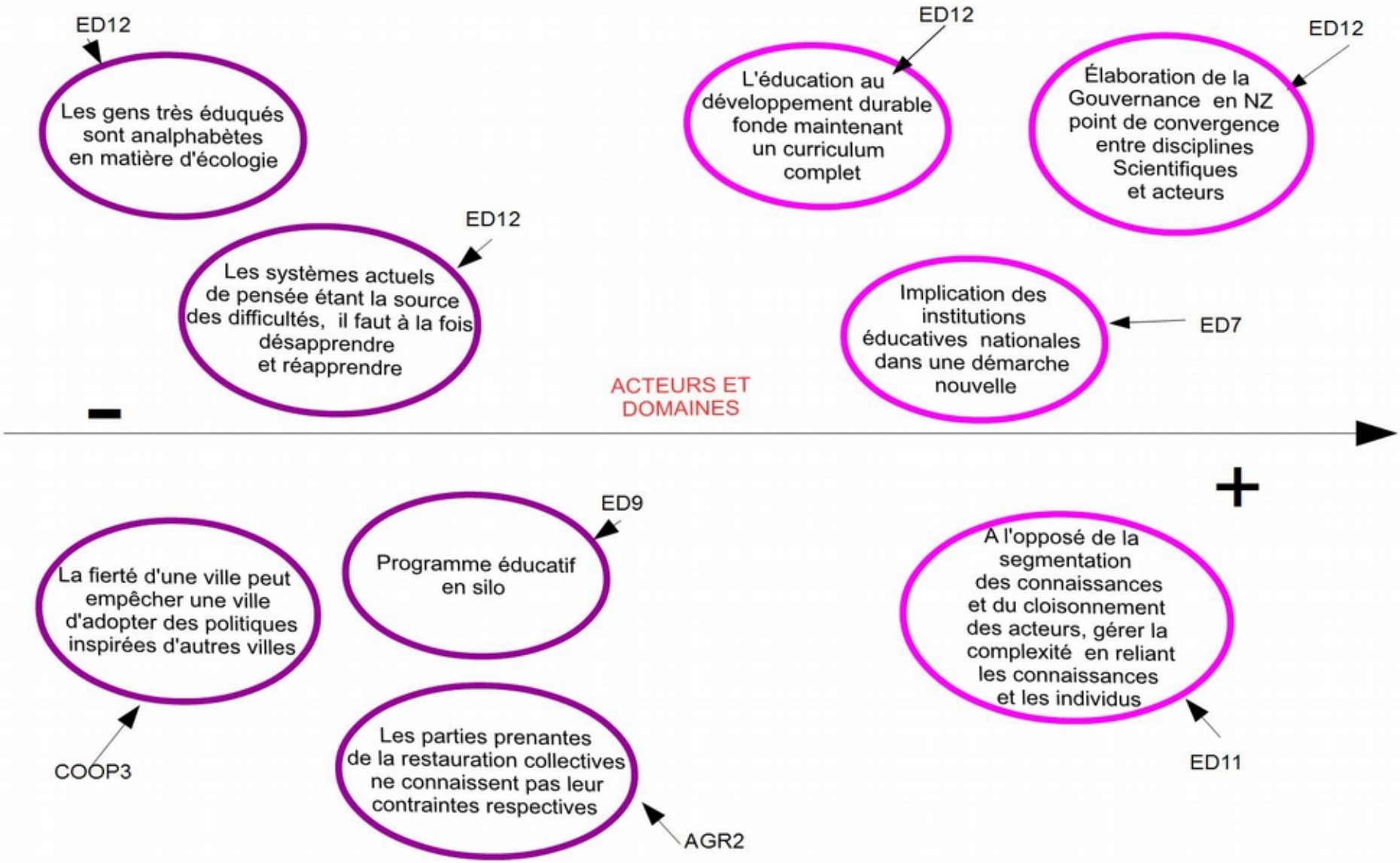
Le quatrième c'est ***la vision du monde*** : il part de l'incapacité actuelle à « faire société », chacun dans sa bulle sans assumer, ni en fait ni en droit, le fait d'appartenir à une communauté mondiale, de la coupure aussi entre valeurs, connaissances et actions, pour aller vers une vision où est assumé le fait d'être une communauté mondiale dont chacun est responsable de son impact sur les autres et sur la biosphère, où réflexion et action se nourrissent mutuellement, où citoyenneté locale et planétaire sont les deux faces d'une même monnaie.

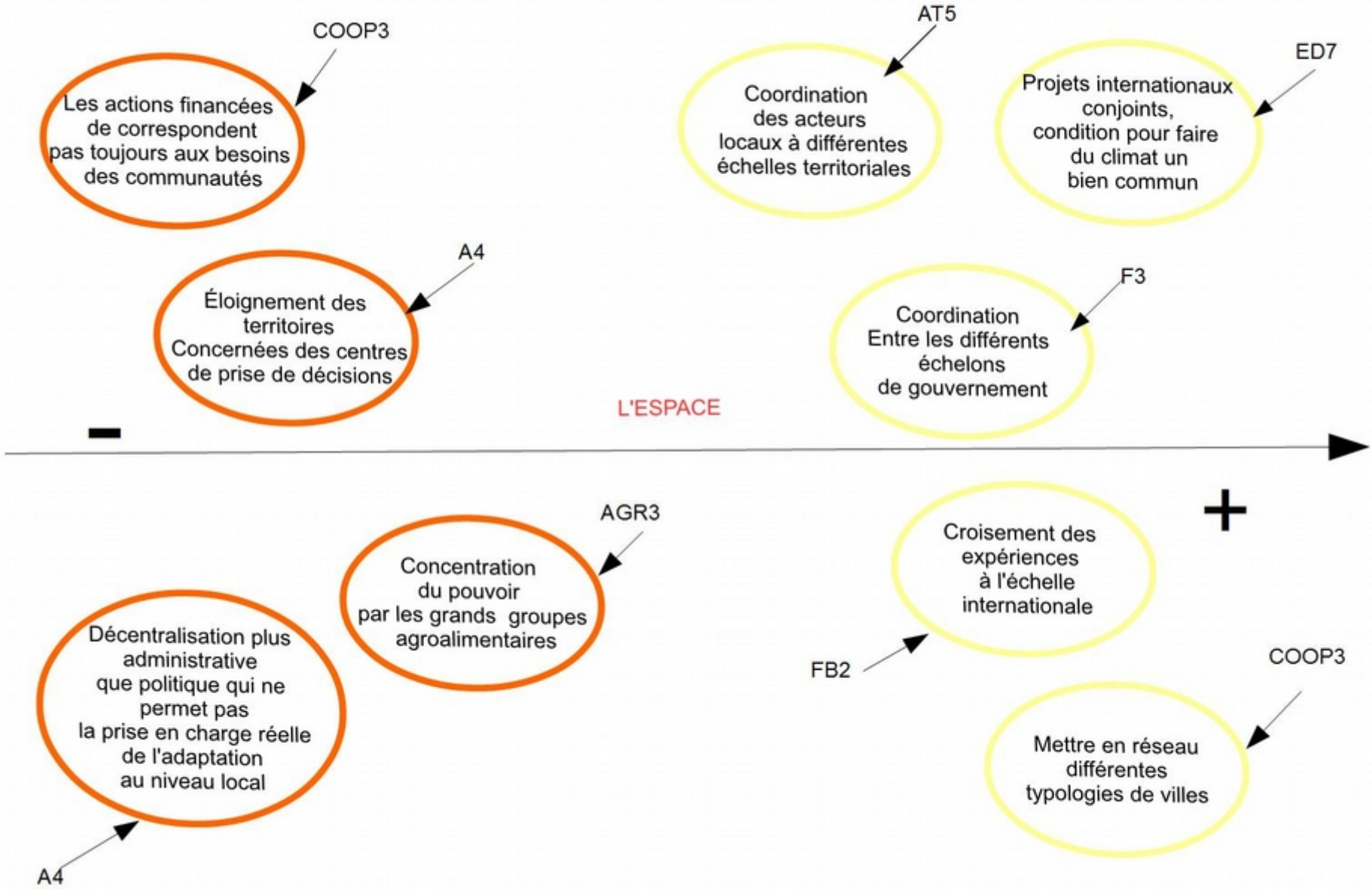
Quant à la famille isolée, elle explicite le fait que ***le territoire est le pivot de la transition*** parce qu'à son échelle, précisément, peuvent se penser l'ensemble des relations qui viennent d'être décrites.

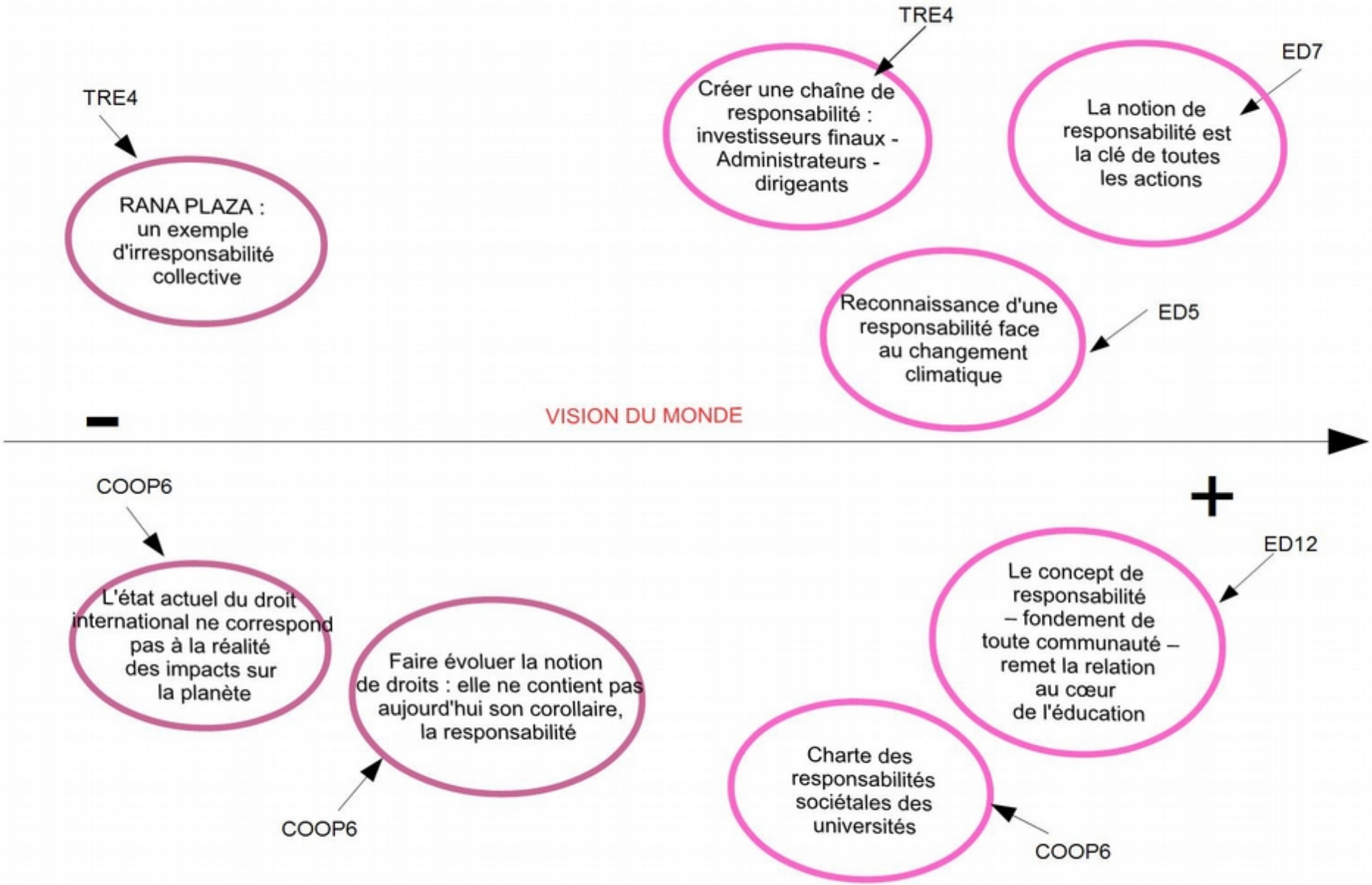
Le graphique de la page suivante résume ces découvertes. Il propose bien un ***référentiel commun*** : les différentes dimensions par rapport auxquelles situer toute action concrète et le progrès de l'action des acteurs non étatiques, année après année. Cela ne dispense pas de mesurer ce progrès par les indicateurs quantitatifs, dont les institutions internationales raffolent : tonnes de CO2 économisées, évolution des innombrables indicateurs proposés pour les Objectifs de développement durable, etc...Mais, contrairement à la juxtaposition d'indicateurs, le référentiel dégagé des ateliers de Climate Chance constitue le cadre général d'une stratégie.

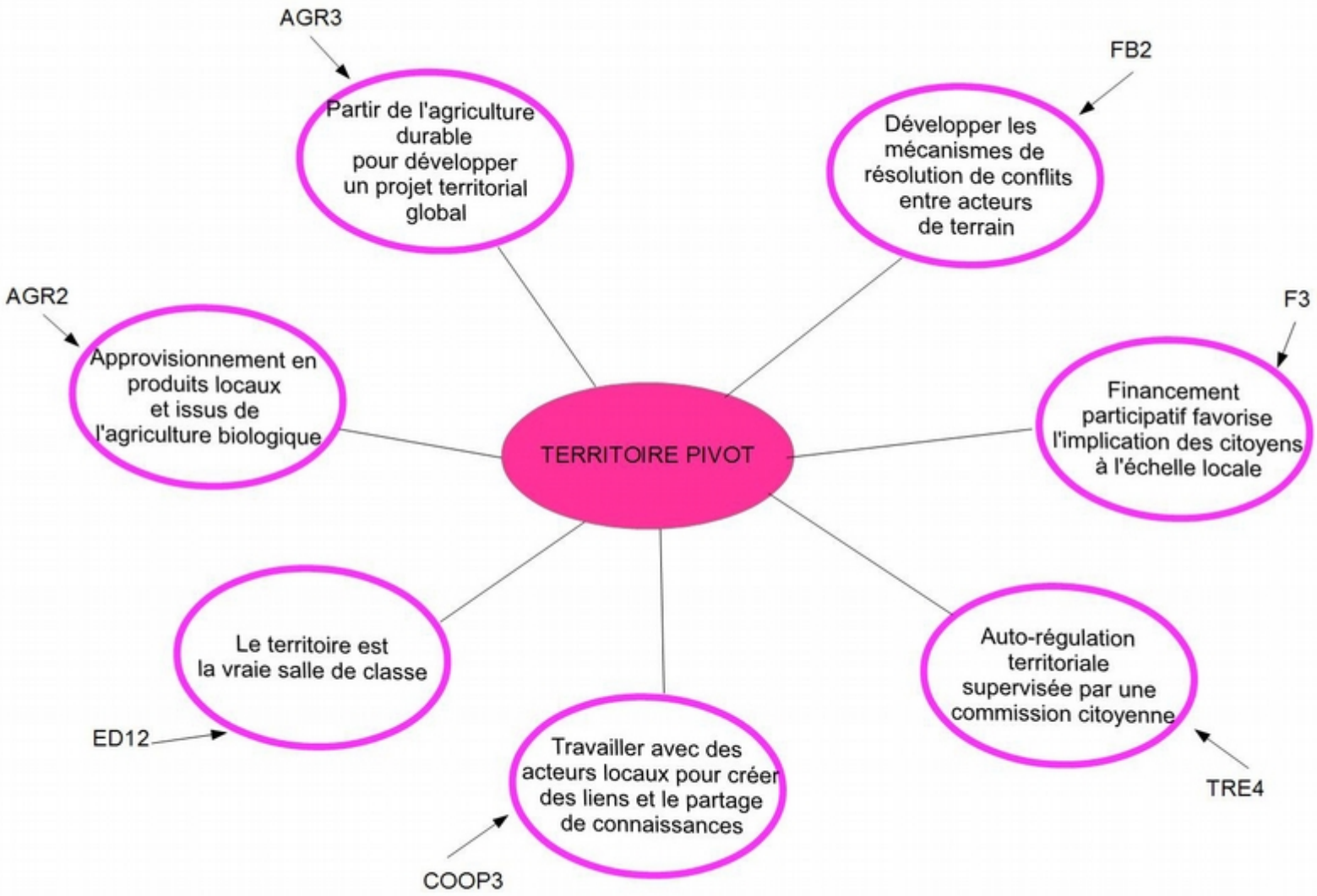
Rappelons pour terminer que chaque axe a été construit à partir d'un ensemble de descripteurs très concrets qui lui donnent sa chair : ce sont, dans les desmogrammes coloriés, tous ceux qui portent sa couleur. On trouvera à l'adresse **climatechance.desmodo.net** le tableau de ces descripteurs et les desmogrammes correspondants. Pour en donner un petit aperçu, on trouvera une série de cinq graphiques, un par axe et un pour le territoire, avec des descripteurs qui illustrent l'axe - à gauche en négatif, à droite en positif - avec référence aux ateliers dont ils sont sortis.


EN2
Contraintes Architecturales (législation et acteurs freinants)
TRE4
Développer le contrat durable des filères
AT5
Renforcement d'une stratégie territoriale à long terme par l'autoévaluation et le suivi des mesures mises en oeuvre
EN4
Lenteur du développement des projets, de l'émergence à l'exploitation
Utiliser les connaissances scientifiques pour prévenir les changements climatiques
A1
LE TEMPS
TRE4
Fausse neutralité des systèmes comptables (court terme vs long terme)
COOP3
Apprentissage et transfert de connaissance s entre villes
Inertie des modes de faire dans les champs de la planification urbaine et de la construction
HAB1
EN2
Généralisation du recours à l'énergie solaire


ED12
Les gens très éduqués sont analphabètes en matière d'écologie
ED12
L'éducation au développement durable fonde maintenant un curriculum complet
ED12
Élaboration de la Gouvernance en NZ point de convergence entre disciplines Scientifiques et acteurs
ED12
Les systèmes actuels de pensée étant la source des difficultés, il faut à la fois désapprendre et réapprendre
Implication des institutions éducatives nationales dans une démarche nouvelle
ED7
ACTEURS ET DOMAINES
-
+
ED9
Programme éducatif en silo
La fierté d'une ville peut empêcher une ville d'adopter des politiques inspirées d'autres villes
COOP3
Les parties prenantes de la restauration collectives ne connaissent pas leur contraintes respectives
AGR2
A l'opposé de la segmentation des connaissances et du cloisonnement des acteurs, gérer la complexité en reliant les connaissances et les individus
ED11


COOP3
Les actions financées de correspondent pas toujours aux besoins des communautés
AT5
Coordination des acteurs locaux à différentes échelles territoriales
ED7
Projets internationaux conjoints, condition pour faire du climat un bien commun
A4
Éloignement des territoires Concernées des centres de prise de décisions
F3
Coordination Entre les différents échelons de gouvernement
L'ESPACE
-
+
AGR3
Concentration du pouvoir par les grands groupes agroalimentaires
Décentralisation plus administrative que politique qui ne permet pas la prise en charge réelle de l'adaptation au niveau local
A4
Croisement des expériences à l'échelle internationale
FB2
COOP3
Mettre en réseau différentes typologies de villes


TRE4
RANA PLAZA : un exemple d'irresponsabilité collective
TRE4
Créer une chaîne de responsabilité : investisseurs finaux - Administrateurs - dirigeants
ED7
La notion de responsabilité est la clé de toutes les actions
Reconnaissance d'une responsabilité face au changement climatique
ED5
VISION DU MONDE
COOP6
L'état actuel du droit international ne correspond pas à la réalité des impacts sur la planète
Faire évoluer la notion de droits : elle ne contient pas aujourd'hui son corollaire, la responsabilité
COOP6
ED12
Le concept de responsabilité – fondement de toute communauté – remet la relation au cœur de l'éducation
Charte des responsabilités sociétales des universités
COOP6


AGR3
Partir de l'agriculture durable pour développer un projet territorial global
FB2
Développer les mécanismes de résolution de conflits entre acteurs de terrain
AGR2
Approvisionnement en produits locaux et issus de l'agriculture biologique
F3
Financement participatif favorise l'implication des citoyens à l'échelle locale
TERRITOIRE PIVOT
Le territoire est la vraie salle de classe
ED12
Travailler avec des acteurs locaux pour créer des liens et le partage de connaissances
COOP3
Auto-régulation territoriale supervisée par une commission citoyenne
TRE4

Remerciements et pour aller plus loin :

Le logiciel **desmodo,** développé par Vincent Calame, est un logiciel libre téléchargeable sur :

www.desmodo.net

La formation et la coordination des rapporteurs et l'organisation du processus de travail ont été assurés par Karine Goasmat (karine@amon-conseil.com)

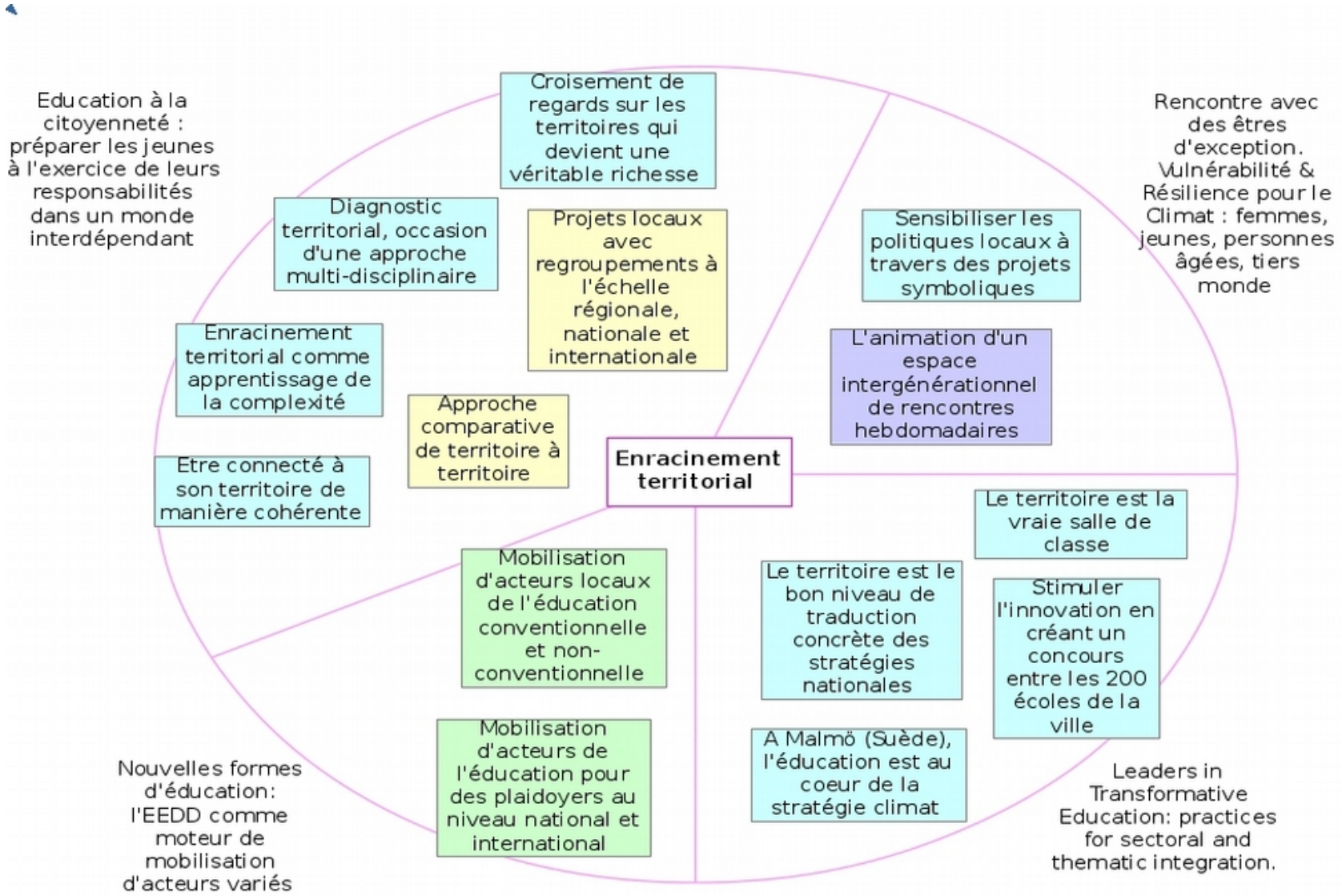
Merci aux rapporteurs qui ont mis leur compétence et leur enthousiasme au service du processus :

- Pascale Robinet (*à vrai dire*)
- Catalina Duque Gomez (*Citégo*)
- Juliette Chauveau (*Citégo*)
- Yolanda Ziaka (*Alliance pour des sociétés responsables et durables*)
- Emmanuelle Brisse (*Transitions*)
- Baptiste Arnaud (*Transitions*)
- Jordan Poncet (*Transitions*)
- Nicolas Beaupied (*Transitions*)
- Annabelle Richard (*Transitions*)
- Annie Claude Thiolat

Merci à Annie Claude Thiolat, dont la confiance dans le processus et l'inépuisable énergie ont permis de surmonter les obstacles matériels et humains

Pierre Calame (p.calame@fph.ch ; blog. Pierre-calame.fr),

Rapporteur général

29 septembre 2016

ANNEXE **:** Exemple d'une carte inversée avec le secteur « enracinement territorial » au centre et les ateliers sur l'éducation autours